

# De retour de la Bastille ...

« Quand une gauche combative reprend la parole ! »



Par Claude BELLEC

« Dans cette foule immense qui a envahi le pavé de Paris le dimanche 18 mars, avec ses drapeaux rouges, ses espérances, ses inquiétudes, sa colère, mais aussi et surtout, sa joie de se voir si nombreuse, se sont retrouvés toutes générations confondues, celles et ceux qui pensent que tout est encore possible, celles et ceux qui doutent, celles et ceux qui rêvent encore de lendemains meilleurs... »

Il suffisait de dévisager ces dizaines de milliers de personnes réunies, d'entendre leurs discussions pour se rendre compte que les spectateurs et les badauds n'étaient pas si nombreux !

Une manifestation qui aura donc marqué d'une pierre rouge, la campagne présidentielle, jusqu'à inquiéter le camp des « grands candidats » si l'on en juge par les précautions qu'ils ont pris dans leur déclaration sur l'évènement.

Il y a de quoi en effet ! Car depuis, tous les sondages confirment la montée en force constante de l'intérêt porté au Front de Gauche et à son candidat... De quoi motiver et multiplier collectivement les initiatives pour transformer en vote les intentions et travailler à en gagner d'autres.

Ces dernières semaines tout s'est accéléré. Le Front de Gauche n'est plus seulement une addition d'organisations, il est devenu un mouvement populaire.

Nous avons le devoir de nous montrer à la hauteur de la nouvelle étape que nous avons franchie. Il reste à convaincre les abstentionnistes encore beaucoup trop nombreux, à continuer à discuter dans les quartiers populaires, aux portes des entreprises avec les salariés.

Chaque point gagné pousse Nicolas Sarkozy vers la sortie, fait mentir les « pronostiqueurs » qui jetaient dans les bras de Marine Le Pen, les classes populaires, et exige que François Hollande entende et prenne en compte les revendications populaires.

Quand une gauche combative reprend la parole, ce n'est pas du « passivisme » comme le dit l'UMP. Jaurès jugeait que lorsque les temps sont difficiles, « il n'y a qu'un réveil d'idéalisme qui puisse ramener dans la politique française la sécurité et la grandeur ».

C'est peut-être aujourd'hui que cela prend tout son sens ? »

# Billet d'Humour !

« Pour le respect des droits des migrant-e-s »



Christine Panaget Le Roy  
Militante du Front de Gauche

« La trêve hivernale est terminée et la menace des expulsions se profile pour les ménages dont le pouvoir d'achat en berne a provoqué trop d'impayés. Le Front de Gauche se positionne contre ces expulsions qui mettent les familles dans le dénuement et le désarroi le plus total.

Si Brest est heureusement relativement épargnée par ces procédures, au moins dans le logement social, il n'en demeure pas moins que l'Etat, fidèle à sa politique de stigmatisation des personnes en situation de faiblesse, sans attendre le 15 mars, a décidé de ne plus accorder de possibilité de logement à une trentaine de personnes demandeurs d'asile en attente de régularisation à Brest.

Tous se sont retrouvés à la rue, parents, enfants, jeunes, nourrissons, du jour au lendemain. La loi oblige l'Etat à assurer les conditions minimales d'accueil, déjà le logement, à tout demandeur d'asile dont la demande est en cours d'instruction\*. Nous dénonçons tous ces agissements et demandons le respect du droit minimum d'accueil dans des conditions de durée et de proximité du centre ville qui permettent aux familles de se sentir sécurisées, de pouvoir répondre à leurs besoins de base et aussi à l'éducation de leurs enfants, en application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Parmi ces familles, 6 personnes ont subi ce dernier mois une procédure d'examen prioritaire qui a abouti à une obligation de quitter le territoire français car depuis peu, le Kosovo et l'Albanie ont été considérés par le conseil d'administration de l'OPFRA comme des pays sûrs. Cette prise de position sur la sûreté de ces pays a été annulée et jugée illégale le 26 mars dernier par le Conseil d'Etat. Le préfet doit en prendre acte, lever l'obligation de quitter le territoire pour ces personnes.

**Le Front de Gauche affirme que ce ne sont pas les immigrés qu'il faut virer mais les riches et les spéculateurs qu'il faut taxer. Le problème ce n'est pas les migrant-e-s, ni la liberté de circulation des femmes et des hommes, mais la liberté de circulation des capitaux et la domination de la finance.**

*\*Pour le moment, grâce aux actions des CASS PAPIERS, collectif brestois, et ceux qui les soutiennent, ils ont pu être relogés en hôtels du côté de Plougastel et Kergaradec, a priori jusqu'à la fin avril. »*

## Abonnement

**ECHANGES & INITIATIVES :**  
**Abonnez-vous !**

Journal bimestriel  
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

Bulletin à retourner à : Elus communistes du Pays de Brest  
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :  
Groupe des Elus Communistes  
du Pays de Brest  
22 bis rue Bruat - 29200 BREST  
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84  
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr  
Directeur de la Publication :  
Maxime PAUL  
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID  
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2  
Périodicité : journal bimestriel  
Prix au numéro : 0,60 €  
Abonnement : 3,00 €

MARS / AVRIL 2012

Numéro 72



Paris, dimanche 18 mars 2012 : « Reprenons la Bastille ! ». Marche pour la 6<sup>e</sup> République, de la place de la Nation à la Place de la Bastille. (Suite page 4)

# Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest

N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X

Dispensé de timbrage

BREST CTC

Echanges & Initiatives

22 bis rue Bruat  
29200 - BREST



DEPOSÉE LE 12/04/2012

## Sommaire

Page 1 :

• Photo : Marche pour la 6<sup>e</sup> République, le 18 mars, à Paris

• Edito : Isabelle MAZELIN

Pages 2 - 3 :

• Côté restauration municipale ...

• Dossier : à BMO, une gestion publique locale de l'eau depuis le 1<sup>er</sup> avril

Page 4 :

• De retour de la Bastille ...

• Billet d'Humour : Christine PANAGET LE ROY

## Edito

Isabelle MAZELIN



Adjointe au Maire  
du Relecq - Kerhuon  
chargée de la culture

Conseillère communautaire

La crise, d'une ampleur inégalée, frappe de plein fouet les plus démunis. Les plans d'austérité successifs nous envoient droit dans le mur. La droite et Sarkozy en ont profité pour mettre en œuvre leurs politiques ultralibérales qui ont ravagé la France.

Par le passé, la gauche a déçu les aspirations populaires. Elle ne peut se le permettre à nouveau.

Il n'y aura pas de changement dans notre pays si la gauche fait preuve de mollesse ou d'hésitation, face aux inégalités et au pouvoir de l'argent.

Il n'y aura pas de changement avec des demi-mesures, des ambitions à la baisse.

Il n'y aura pas de changement possible sans remise en cause des nouveaux traités européens. Les parlementaires du Front de Gauche sont les seuls à s'y être opposés.

Avec Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche, soyez acteurs de la victoire, soyez du côté de la dynamique, pour une véritable ambition à gauche.

Le 22 avril, congédiez Sarkozy et la droite. Ne restez pas chez vous, participez à l'insurrection civique. Votez Mélenchon.

# Côté restauration municipale

Le conseil municipal du 3 avril dernier a approuvé, à l'unanimité, le contrat de délégation de service public, de type affermage, de la restauration collective municipale : restauration scolaire, périscolaire et portage à domicile, ainsi que le choix de la Sodexo comme délégataire.



Claude BELLEC a rappelé la volonté portée par les élus communistes et citoyens de revenir à une gestion publique de ce service :

« En nous inscrivant ce soir dans le renouvellement de la délégation de service public de notre restauration collective municipale, nous souhaitons rappeler les valeurs que nous portons sur ce service public et l'ambition qui nous anime, même si elle se situe à

un horizon un peu lointain, soit l'après 2017, lorsque la délégation de service public prendra fin.

Notre position n'est certes pas nouvelle, puisque depuis l'automne 2010 notamment, notre groupe s'est exprimé à plusieurs reprises sur ce dossier, proposant de prendre le temps de la réflexion et de la concertation, afin de mettre en place un nouveau mode de gestion, car d'autres possibilités existent et méritent débat.

En effet, ce que nous avons réussi à faire ensemble à Brest métropole océane pour le nouveau système de gestion de l'eau et de l'assainissement peut l'être aussi, nous en sommes convaincus, pour celui de la restauration collective municipale.

Ainsi, nous ne désespérons pas qu'à l'issue de ce nouveau contrat, nous ayons réussi, au terme d'un travail et d'une réflexion approfondie, d'une phase de concertation et de débats, à parvenir à une véritable gestion publique de ce service dans notre collectivité.

Pour revenir à la délégation actuelle, nous nous félicitons de voir pris en compte, dans le nouveau cahier des charges du délégataire, plusieurs éléments dont nous avons relevé l'importance. Notamment, le respect d'une prestation de qualité, adaptée aux publics concernés, et l'amélioration du fonctionnement de l'outil de production. Au-delà de ces avancées, nous souhaitons également que la transparence des résultats de gestion soit effective.

Que la Sodexo considère que la part faite au bio dans la restauration scolaire à Brest lui donne une image valorisante n'est pas gênante en soi. Mais, ce que nous souhaitons, avant tout, pour l'ensemble des populations, c'est un service dans lequel l'alimentation soit tout simplement équilibrée. De plus, il nous semble primordial que les familles sur lesquelles pèsent déjà de multiples charges et obligations, dont l'utilisation du service de restauration scolaire est, pour beaucoup d'entre elles, une obligation, bénéficient certes d'un service rendu amélioré mais que cela n'ait pas pour conséquence l'augmentation du coût de ce service. »

# Dossier : à Bmo, une gestion publique locale de l'eau depuis le 1er avril

Le 1er avril 2012, la Société Publique Locale, Eau du Ponant, a pris le relais de l'ancien délégataire privé, pour la gestion de l'eau et de l'assainissement sur le territoire communautaire. Une volonté forte de mieux gérer, en toute transparence, ce bien public.

## Intervention de Maxime PAUL Conseil communautaire de Brest métropole océane Vendredi 30 mars 2012



« Nous avons pris ensemble l'engagement devant les électeurs, lors de la campagne des élections de 2008, de remettre à plat notre politique d'eau et d'assainissement. Les promesses sont faites pour être tenues et c'est donc ce que nous avons fait tout au long du début de ce mandat.

Tout d'abord, en travaillant le sujet avec nos services techniques puis également politiquement. Mais nous l'avons fait aussi en associant largement la population, les associations, les organisations syndicales, notamment par l'organisation de débats, de visites dans d'autres collectivités - Grenoble, Paris, Nantes, Cherbourg ou le Syndicat du Bas Rhin par exemple - qui nous ont beaucoup accompagnés dans notre réflexion.

Au terme de cette phase d'approche, en 2010, Monsieur le Président, vous proposiez la création d'une Société Publique Locale pour gérer sur un territoire plus large que notre agglomération, cette ressource nécessaire à la vie. Cet appel a été entendu puisque quatre partenaires ont décidé de créer Eau du Ponant. Cela va nous permettre que tout au long de l'année 2012, 30 % au total de la population du département va pouvoir avoir accès à une eau gérée localement et ce par des acteurs publics.

Ce matin, nous avons enlevé les logos des véhicules de notre délégataire et dès lundi, Eau du Ponant va commencer à s'imprimer sur les véhicules de nos agents. Déjà, Eau du Ponant, vous l'avez sans doute vu, a commencé à prendre place dans notre agglomération, que ce soit le courrier que vous avez reçu si vous êtes usager du service de l'eau, mais également par la ligne téléphonique ou les affiches que l'on voit. Eau du Ponant prend place dans l'agglomération.

Je voudrais profiter de ce moment un peu charnière pour remercier chaleureusement les salariés du délégataire actuel dont c'était le dernier jour chez leur employeur, mais également les salariés de Brest métropole océane dont c'était aussi le dernier jour, et qui vont se retrouver dès lundi matin à travailler ensemble au sein de notre SPL.

Alors, il restera d'autres questions à traiter. Je pense par exemple aux enjeux éducatifs visant à préserver notre ressource qui est un chantier sur lequel il faut qu'on avance. Je pense également à la question de notre tarification pour BMO qui est un sujet qui est cher aux yeux des élus communistes mais sans doute aussi aux vôtres. Avec le gel du prix de l'eau sur 2012, nous avons déjà montré notre volonté politique. Notre nouveau système de gestion permet la transparence, il permet également une appropriation publique de ce service loin de la vision marchande des délégataires.

Mais je le dis sereinement mais également avec détermination, il faudra avancer, notamment pour trouver une tarification plus juste pour les usagers de BMO. Je crois que par le travail collectif et la volonté de dialogue, nous pouvons y arriver. Et je pense qu'il faut trouver des solutions. C'était le thème du Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu à Marseille, il y a une quinzaine de jours. Malheureusement, les solutions n'étaient pas vraiment au rendez-vous. C'est d'ailleurs ce qui a sans doute fait fuir, alors qu'il était pourtant annoncé, le candidat sortant, qui devait faire la conclusion de ces travaux. Là, une fois de plus, le gouvernement de droite n'a pas été à la hauteur des enjeux. Nous, sur nos responsabilités locales, nous mettons en œuvre nos convictions et nous apportons des solutions pour la population, loin des grands discours. »

## LE SUCCÈS DU FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU

Le 6ème Forum mondial de l'eau et le forum alternatif mondial de l'eau se sont déroulés du 10 au 17 mars derniers à Marseille. Alors que le premier est largement dominé par les grands acteurs du secteur privé, le Forum alternatif mondial de l'eau a été érigé au Dock des Suds par des associations, des syndicats, des élus et des citoyens de nombreux pays, réunis afin de mettre en application le principe que l'eau n'est pas une marchandise mais un bien commun et un droit universel.

Dans le cadre de ces deux événements internationaux, de très nombreux débats, rencontres et événements autour de l'eau ont eu lieu à Marseille et dans sa région. Le 13 mars, Aubagne a ainsi accueilli une rencontre internationale des autorités locales, sur le thème « l'eau bien commun de l'humanité, un enjeu pour le droit à la ville » qui a démontré, par-delà la diversité des situations rencontrées en Europe, en Afrique et en Amérique Latine, que l'objectif commun de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement en milieu urbain passait par un contrôle public de la gestion de l'eau et l'implication démocratique, c'est-à-dire également politique, des citoyens et des usagers.

Ces rencontres ont ainsi, à leur manière, contribué au grand succès du Forum alternatif mondial de l'eau et posé les jalons de coopérations et de progrès futurs dans l'accès et la préservation de cette ressource vitale.

L'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, ANECR, était fortement impliquée dans les deux forums, officiel et alternatif. Le choix était d'engager un rapport de force avec l'idée d'imposer du concret au bout de la démarche. En y étant présents et de manière coordonnée au niveau de l'ANECR, les élu-e-s communistes ont contribué à l'émergence de solutions. Ces forums ont également un intérêt à partir du moment où ils sont ancrés sur une réalité locale. Au-delà de Brest métropole océane et de son retour à une gestion publique de l'eau, via la SPL Eau du Ponant, des élus communistes gagnent ou espèrent gagner des retours en régie dans les villes de Besançon, de Grenoble, de Toulouse ou de Bordeaux.

## Propositions du Front de Gauche

Contre la marchandisation des biens communs,  
préserver et partager les ressources naturelles

Le Front de Gauche défend résolument le droit inaliénable à l'eau comme bien commun de l'humanité en engageant un processus d'appropriation sociale de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Nous accompagnerons la gestion publique de l'eau par les collectivités territoriales compétentes afin de leur permettre d'en assurer la maîtrise publique et donc le contrôle par les citoyens, les élus et les usagers : un débat public aura lieu sur l'utilisation de ce bien commun.

Les collectivités pourront décider par exemple la gratuité des mètres cubes nécessaires à la vie, la facturation progressive des mésusages ou encore des tarifs différenciés entre les ménages et les industriels.

Nous visons à constituer un grand service public de l'eau. Il pourra mutualiser les moyens et les investissements. Il reposera sur une organisation décentralisée et contrôlée localement par les collectivités, les usagers et les salariés.

L'État interviendra contre la marchandisation de l'eau en mettant en place un mécanisme de péréquation nationale pour permettre des tarifs d'accès égaux au m<sup>3</sup>, avec l'objectif que les dépenses d'eau par famille n'excèdent pas 3% de leurs ressources conformément aux recommandations de l'OCDE.

Nous voulons sortir du modèle économique qui fait supporter aux usagers, sur leur facture, l'essentiel des défis environnementaux et des futurs investissements nécessaires à la distribution et au traitement de l'eau, grâce à de nouvelles modalités de financement. Pour cela, nous créerons une filière publique des métiers et de la recherche sur l'eau et l'assainissement.